L'ÉCHO DE POLOGNE

Paraît chaque mercredi et samedi

Rédaction et Administration Varsovie, 46 rue Tamka.

№ 7. SAMEDI 31 MAI 1919. Le № 0 fr. 20
0 mk. 40

POURQUOI LA HAUTE-SILÉSIE EST-ELLE NÉCESSAIRE AUX ALLEMANDS?

La Haute Silésie est une terre indiscutablement polonaise sous le rapport ethnographique et c'est en vertu de ce caractère national si déterminé, que les Alliés l'ont réunie à la Pologne. La population silésienne sut déjà exprimer la pleine conscience de sa nationalité aux temps les plus florissants de la puissancé allemande en élisant la députe Korfanty ainsi que plusieurs autres Polonais militants au parlement de Berlin. Dernièrement cette même population a su trouver des accents élémentaires pour manifester son désir d'être réunie à la mère patrie. Après ees manifestations nationales qui eurent lieu le 3 mai, date anniversaire de la Constitution polonaise, sans égard aux autorités allemandes et aux troupes déjà consignées, les organes allemands les plus réfractaires durent constater avec chagrin que la Haute-Silésie est foncièrement polonaise. Ces organes ne s'abstinrent pas d'accuser la politique prussienne de n'avoir pas su s'attacher ces territoires si propices à l'expansion allemande.

Il est incontestable, que la Haute-Silésie n'est pas absolument nécessaire aux Allemands sous le point de vue économique. La meilleure preuve en réside dans le fait que même avant la guerre, la houille silésienne, ce trésor principal de la contrée, n'était exporté en plus grandes quantités ni à Berlin ni même en Basse-Silésie.

Pourquoi les Allemands attachent-ils donc tant de prix à la Haute-Silésie?

Nous tâcherons de répondre à cette question si intéressante en nous basant exclusivement sur les documents allemands, à savoir sur le „Mémoire secret de la Chambre de Commerce à Opole“ publié en 1917 et traitant des relations de la Haute-Silésie à la Pologne future et sur le „Mémoire secret de l'industrie silésienne“ élaboré en mars 1919 par les sociétés minières et sidérurgiques de la Haute-Silésie comme matériaux devant servir au ministre Erzberger en sa qualité de délégué au Congrès de la Paix.

Les deux années qui séparent les dates de la publication des documents précités embrassent les deux points extrêmes atteints par la situation internationale de l'Etat allemand. Il est donc évident que chaque mémoire représente la question silésienne sous un tout autre jour, ce qui met encore en relief les points fondamentaux auxquels les Allemands attachent le plus d'importance.

Nous tâcherons de les formuler dans une suite de questions:

Quelles difficultés économiques l'Allemagne rencontrait-elle en Haute-Silésie?

De quelle manière les Allemands cherchaient-ils à y remédier?

Quels sont les devoirs de la Haute-Silésie envers l'Allemagne?

Par rapprot à la première question le mémoire industriel adressé au ministre Erzberger y répond de la manière suivante:

„Par suite de sa situation géographique qui la place dans l'angle le plus avançé au sud-est de l'Allemagne, la Haute-Silésie est naturellement désignée, à profiter des provinces voisines de l'étranger. Il faut qu'elle puisse en importer les matières premières indispensables à son industrie, et qu'elle puisse aussi, comme par le passé, con-

server la liberťe d'exporter ses produits dans les contrées en question"

Le mémoire analyse également la dépendance économique de la Haute-Silésie par rapport à la Pologne et ajoute: „aucun autre district allemand n'avait tant à lutter en temps de paix pour obtenir les matières premières nécessaires que la Haute-Silésie".

„La Haute-Silésie souffrirait sérieusement si l'on défendait l'exportation des produits polonais",

constate encore le mémoire. Il s'agit naturellement ici des matières premières polonaises·

„Les matériaux bruts les plus indispensables pour la Haute-Silésie sont: le minerai de fer extrait dans les environs de Wieluń et de Częstochowa ainsi que près de Kielce et de Radom et le minerai de fer et de manganèse de fer russe et ukrainien".

Plus loin il est question du bois pour les mines sans une importation suffisante duquel les mines silésiennes ne pourraient pas travailler. Ce bois provient de la Pologne, de la Galicie, de la Posnanie et de la Prusse orientale. Avant la guerre la Haute-Silésie importait des pays précités environ 70% de sa consommation totale.

Si nous soulignons encore que le mémoire allemand soulève aussi l'importance que présentent pour la Haute-Silésie les matières alimentaires importées de Pologne ainsi que la main d'oeuvre polonaise, il est inutile d'insister davantage sur le fait jusqu'à quel point la Haute Silésie forme avec la Pologne un tout indivisible sous le rapport économique aussi bien que sous le rapport éthnographique. La situation de la Silésie n'était défavorable qu'aussi longtemps qu'elle était séparée de la Pologne. Une fois la réunion opérée toutes les difficultés économiques prévues par le mémoire allemand seront écartées. C'est un argument précieux au point de vue de l'équilibre économique de l'Europe centrale et qui parle hautement en notre faveur.

Nous passons maintenant à la deuxième question: „De quelle manière les Allemands ont-ils taché de remédier à la situation défavorable de la Haute-Silésie?"

Durant l'époque où les Allemands se trouvaient à l'apogée de leur puissance, le mémoire de 1917 s'exprime là-dessus en ces termes:

„La solution la plus simple serait de laisser la Pologne à la Russie sous le rapport politique. Il faut cependant en éliminer une bande de terrain située sur la frontière qui devrait être annexée à la Prusse aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue stratégique. Il semble indispensable d'enlever à la Pologne les districts de Bendzin, de Częstochowa, de Wieluń et d'Olkusz et de les incorporer à la Prusse".

Le mémoire de la grande industrie haut-silésienne publié en 1919 tâche encore de sauver les débris de cette conception, malgré le changement total des circonstances politiques. Il est curieux de voir la manière dont il s'y prend.

„D'après les principes wilsoniens d'une Ligue des Nations, constate le memoire en question, il est clair que toutes restrictions économiques internationales devront prendre fin. Cependant comme un pareil bouleversement ne peut avoir lieu dans un laps de temps appréciable, il faudra renouer avec la Pologne certaines relations politiques et commerciales".

Le mémoire de 1919 compt également avec la nécessité de céder à la Pologne certains espaces de „terre allemande" bien que à un degré infiniment moindre que celui accordé par la Conférence de Paris, mais veut également profiter de l'accord conclu pour obtenir les traités commerciaux et économiques nécessaires à l'Allemagne.

Ces traités embrasseraient les points suivants, indispensables au développement de l'industrie allemande en Haute-Silésie:

1) Egalité de droits pour les citoyens allemands et polonais. (Ce point donne surtout du fil à retordre aux auteurs du mémoire tendant à défendre la protection légale accordée par les autorités alleman-

des à tous les personnages allemands désirant acquérir des terrains ou des mines pour y établir des entreprises industrielles).

2) Union douanière entre l'Allemagne et la Pologne. (Le mémoire ajoute ici qu'une telle union répondrait surtout aux souhaits des grands industriels haut-silésiens, désireux d'introduire librement leurs produits en Pologne).

3) Liberté de navigation pour les bateaux allemands sur toutes les voies fluviales de la Pologne, qui sera sans doute très riche en voies de communication par eau.

4) La garantie accordée aux Allemands du droit de libre communication ferroviaire avec la Pologne et du droit de transit par Pologne en Russie.

Les exigences précitées prouvent clairement que le maintien de la Haute-Silésie par l'Allemagne serait dans l'avenir un point de départ à toutes les offensives allemandes. Celles-ci, privées de la possibilité d'une agression brutale, tâcheraient de s'en dédommager par l'asservissement économique de la Pologne et consécutivement de la Russie et de tout l'orient européen.

Dans le mémoire de la Chambre de commerce d'Opole, les conditions prévues pour le développement de la Haute-Silésie allemande sont les suivantes:

1) La frontière allemande doit être déplacée vers l'est au détriment de la Pologne.

2) La bande de terrain limitrophe, comme étant la plus riche en minéraux, doit servir aux besoins de l'industrie polonaise.

3) Un marché libre en Russie doit être inebranlablement assuré.

Ces revendications de la grande industrie haut-silésienne ne sont-elles pas identiques aux conditions que l'Allemagne victorieuse comptait imposer aux vaincus. La rapacité allemande n'a été que transferée dans le domaine des intérêts économiques, que devait soutenir le commerce de la terre po naise appelée dans ledit mémoire „terre allemande".

Pour finir, encore une question qui concerne non seulement la Pologne, mais aussi les voisins occidentaux de l'Etat allemand. Le mémoire de 1917 en formulant les prétentions de la Chambre de Commerce à Opole, souligne que ce sont des exigences minimales, indispensables à la Silésie afin de la mettre â même de continuer à remplir ses devoirs envers la patrie.

De quels devoirs est-il question?

Les plans de mobilisation de l'état major allemand nous apprennent qu'en cas de guerre avec l'occident, la Haute-Silésie était appellée à jouer, et joua en effet, le rôle de centre important de l'industrie de guerre. Les avis compétents portaient que, privée de ce centre, l'offensive allemande ne serait pas suffisamment garantie. Voilà pourquoi l'Allemagne considère la question de la possession de la Haute-Silésie comme étant encore aujourd'hui de tout premier ordre, voilà pourquoi elle en arriva à oublier les principes wilsoniens, les traités obligatoires et même la raison politique.

L'Allemagne a besoin de la Haute-Silésie pour s'emparer de la Pologne, pour accaparer économiquement l'orient européen et pour garantir la future guerre de revanche contre l'occident, guerre à laquelle les Allemands pensent dès aujourd'hui.

REVUE DE LA PRESSE.

La reconstruction de la Russie.

Le „Kurjer Poranny" du 22 mai insère un article intitulé „Le grand problème de la reconstruction politique de la Russie."

L'auteur commence par constater que les esprits les plus solides en Europe se rendent parfaitement compte du fait qu'une paix signée même par les Allemands ne serait pas complète et ne donnerait point garantie d'un calme général, tant que la Russie aurait été exclue des bénéfices de la paix universelle. L'auteur fait observer que la Russie approche d'une crise. Tous les indices prouvent incontestablement que le bolchévisme se trouve à l'agonie.

Dans la suite de l'article il est question des richesses naturelles de la Rus-

sie et de leur importance pour les marchés de l'Europe. „Et pourtant — dit l'auteur — ce pays riche et opulent n'est même pas capable de nourrir ses propres habitants grâce au gouvernement communiste, à l'anarchie et à la désorganisation qui y règnent...“ „La Russie n'aura cependant pas la force de se relever de sa chute sans le secours de l'Occident. De quelle part ce secours viendra-t-il? Voilà le grand problème de l'Europe...“ „Les Allemands ayant perdu leurs alliés dans l'Europe centrale, gravitent vers l'Orient de toute la force de leur instinct national et ils tâchent d'exploiter les éléments hostiles aux Alliés en Russie.“

Les Allemands connaissent parfaitement la Russie depuis les temps de Pierre le Grand. On peut donc dire que le combat serait dirigé d'un côté par les Allemands, de l'autre par l'Angleterre, et peut-être par la France. „Ce sont les Anglais — dit l'auter — qui ont compris les premiers la nécessité de changer la politique négative de l'Entente contre une action systématique afin d'empêcher la marche des Allemands vers l'est.”

L'auteur constate dans la suite que les calamités éprouvées à Odessa et à Sebastopol ont également ouvert les yeux à la France sur l'urgence d'un nouveau programme politique à l'égard de la Russie et il conclue en ces termes:

„Ces problèmes sont d'une importance de premier ordre pour la Pologne. Si l'Angleterre et la France veulent devancer l'Allemagne et renouer les relations d'amitié avec leur ancien allié, elles seront obligées de se rapprocher de MM. Lwow, Sazonow etc., de promettre à la Russie ses frontières d'avant 1914, sauf l'ancien Royaume de Pologne, cela va sans dire. Il y va donc des confins orientaux de notre pays. Nous devons par conséquent préciser nettement nos désirs et communiquer avec nos Alliés à ce sujet. Notre politique ne doit en aucune manière contrecarrer les plans de celle des Anglais, mais il faut que nos revendications nationales soient prises en considération.“

Agitation autrichienne en Galicie Orientale.

Le „Przegląd Wieczorny“ du 23 mai insère des remarques interessantes sur l'offensive ukrainienne dans la Ruthénie-Rouge (Galicie orientale).

En observant depuis une série d'années les agissements des députés ukrainiens à Vienne, habiles faiseurs s'il en fut, on pouvait se rendre parfaitement compte qu'un vrai „humbug“ avait été organisé dans le but spécial de nuire aux Polonais n'importe à quel prix.

Le fait est que la „nation ukrainienne“ comme telle n'existe pas du tout en Galicie Elle ne vivait, que dans les désirs des politiciens ruthènes dréssés spécialement à Vienne et à Berlin. Sur les territoires de la Ruthénie-Rouge il n'existait qu'un peuple ruthénien qui n'avait aucune similitude avec les vrais Ukrainiens de l'Ukraine russe et leurs aspirations nationales et politiques.

L'Autriche s'est efforcée pendant une longue suite d'années de ranimer des tendances analogues dans la Ruthénie-Rouge, et au moment de son effondrement elle a suscité un incendie qui, à son idée, devait consumer tout ce qui est polonais jusqu'aux bords du San. Cependant il s'est montré que cet incendie n'était qu'un feu de paille malgré tous les dégâts terribles qu'il a occasionnés. La Pologne a triomphé et elle a reconquis presque toute la Ruthénie-Rouge, parce que l'élément polonais représente une force positive, une force qui est secondée par toute la puissance de la civilisation, tandis que l'ukrainisme n'est, dans ce pays du moins, qu'une création artificielle.

Certains Polonais expriment la crainte que la reconquête de la Galicie orientale par la Pologne ne lui attire le mécontentement des Alliés. Des inquiétudes semblables nous paraissent cependant outrées et inutiles. Les hommes d'Etat de l'Occident ne sauraient ignorer l'importance du fait accompli. La France avant tout désire avoir dans la Pologne un allié en cas où il viendrait aux Allemands l'envie d'une guerre nouvelle. Elle ne peut donc éprouver que de la satisfaction à voir cet allié donner des preuves de force militaire, de bravoure et de capacités d'organisation. Les succès des troupes polonaises doivent donc réjouir la France officielle comme un bon présage pour l'avenir. La Grande-Bretagne et l'Amérique sont également interessées à la force de ce nouvel allié de la France, qui en cas de guerre supporterait une partie du fardeau commun.

Ce sont les succès militaires, financiers et techniques qui décident de la valeur d'un Etat dans les relations internationales. La Pologne ne peut donc que

gagner en considération auprès des Alliés depuis les dernières victoires.

C'est nous, on doit bien s'en rendre compte à présent, qui représentons une force réelle, et non un „humbug ukrainien".

Une accusation prussienne d'annexionisme.

Le quot. „Kurjer Polski" publie sous ce titre un article de fond, inspiré par les publications récentes de M. Erick v. Dombrowsky rédacteur du „Berliner Tageblatt".

Ce ne sont point là des doleances de Prussien injustement dépouillé de son patrimoine par les Polonais rapaces. Le publiciste allemand a saisi avec une astuce remarquable le moment propice pour étaler ses accusations. Il compte sur l'appui de certains facteurs de l'Entente, aptes à croire aux tendances annexionistes de la Pologne envers la Lithuanie et l'Ukraine, et il espère les impressionner de la même manière au sujet de la Posnanie et de la Silésie. M. v. Dombrowsky nous accuse d'une „faim de terre sans égale au monde". Certes, ce n'est pas à un fils de la nation prussienne, avide de terre entre toutes, qu'il appartient de nous faire pareilles remarques. Mais il faut avouer qu'il a su choisir le moment juste pour frapper. Nous sommes en effet condamnés à nous défendre contre des imputations d'impérialisme et d'annexionisme. Nous devons rappeler pour notre défense le fameux discours parlementaire du leader du libéralisme anglais Asquith, qui se prononçait ouvertement pour le principe de la désannexion, sans laquelle disait-il, il ne saurait être de paix durable. Il faut insister sur le fait que toutes les revendications de la Pologne et même la reconstruction de notre patrie dans ses limities historiques ne pourrait être considérée que comme désannexion. La Pologne n'a jamais mené de guerres de conquête, son territoire ne s'est agrandi qu'à la suite d'unions librement consenties de part et d'autre. La Russie et l'Allemagne en revanche n'ont cru que par voie de conquêtes violentes, d'annexionisme brutal et de fourberie politique. Aussi les accusations d'annexionisme et d'impérialisme dirigées contre nous par de tels facteurs ne peuvent être que risibles et il faut espérer que personne ne les prendra au sérieux. Pourtant hélas au même moment où les prétentions tchèques les plus outrées s'abritent sous une protection bienveillante, où les Russes sont accueillis avec des louanges pour la noblesse avec laquelle ils se désistent du Royaume de Pologne, nous sommes convaincus d'annexionisme pour avoir osé élever la voix en défense de Wilno polonais, bien que nous soyons prêts à accorder à nos minorités nationales une autonomie libérale. La nation polonaise se sent dans son droit et fidèle à ses traditions elle désire renouer avec les nations limitrophes des relations établies sur une base de bon vouloir et de confiance mutuelle.

CHRONIQUE POLITIQUE.

Un appel à la population de la Posnanie.

Le Conseil national populaire à Poznań a publié à la veille de l'incorporation de cette province à la Republique polonaise une proclamation adressée aux habitants. Après avoir énuméré tous les travaux du Conseil depuis le moment où celui-ci a été formé, la proclamation se termine comme suit:

„Polonais: C'est une tâche élevée et importante qui nous attend. Nous devrions y participer tous sans distinction d'opinion ni de profession. Ce n'est pas le moment de débattre ni celui d'écarter du travail commun qui que ce soit au nom de ses fautes passées.

„Polonais! La puissance des chevaliers teutoniques est brisée pour le moment, mais l'esprit prussien vit encore et ne peut comprendre qu'il faut restituer ce qui a été enlevé à la Pologne par la ruse et la violence. Nous avons attendu les résolutions du Congrès avec une patience bien que les persécutions de nos frères en Prusse et en Silésie et les calomnies jetées sur nous par les Allemanps aient provoqué continuellement. Nous avons fait prevue pe maturité politique. Puisse cette maturité nous guider égaloment à l'heure présente! Puisse le moment de notre réunion à la Pologne être celui de la consolidation de ses fondements! Soyons donc prêts à nous sacrifier à la Patrie afin qu'elle s'élève grande, forte, puissante et foncièrement démocratique".

Les Allemands en Haute-Silésie s'arment.

Les journaux du soir du 27 mai publient des communiqués de la Haute-Silésie confirmant le nouvelle que les Allemands procédent à l'évacuation de tous les manasins, du matériel roulant, du matériel de guerre etc. En même temps une activité fiévreuse est développée afin de faire enrôler des volontaires dans les troupes allemandes.

Le recrutement de troupes réguliéres est effectué à une haute rémunération, le soldat recevant outre l'entretien un salaire journalier de 12 marks par tête.

Les garnisons de frontière sont bondées de soldats. Les détachements partant pour le front sont accompagnés de bandes d'orchestre et comblés de fleurs de même qu'en 1914.

La P.A.T. mande de Poznań à la date du 26 mai que les Allemands envoient depuis plusieurs jours des trains chargés de soldats, d'armes et de munitions dans la direction de la Prusse orientale et de la Haute-Silésie. Les armes et les munitions sont absolument neuves, ce qui prouve que les Allemands n'ont point tenu leur engagement de cesser toute fabrication de matériel de guerre.

La barbarie des Allemands.

On communique sous la date du 24 mai des détails sur les incidents qui ont eu lieu à Wieruszów, petite ville située non loin de la frontière polono-allemande. Un délégué du ministère de l'Intérieur étant allé sur place a établi ce qui suit:

Le commandement d'un poste militaire allemand stationné à un demi-kilomètre de Wieruszów a subitement accusé les habitants de cette petite ville d'avoi volé six chevaux. Etant donné les circonstances le vol paraît fort improbable. Il semble évident que les Allemands cherchaient un prétexte pour attaquer la population Ils choisirent à cet effet une journée de foire (le 29 avril) lorsque plusieurs milliers de personnes étaient assemblées dans la ville. Entre 11 heures et midi on procéda à un bombardement. Douze projectiles de gros calibre furent lancés sur la ville en attaquant spécialement les endroits où s'étaient formés les attroupements les plus nombreux. La population effarée s'étant mise en fuite, les Allemands dirigèrent leur feu sur les rues encombrées par les fuyards. Deux Polonais qui se trouvaient comme ôtages du côté des Allemands ont pu observer la joie que causaient à ces derniers les ravages obtenus. Il y a eu 8 personnes de tuées sur place et une centaine de blessées, dont 15 grièvement. Une députation ayant été anvoyée aux pouvoirs allemands afin de demander les raisons de ce carnage, le commandant de la division militaire a répondu que si les chevaux ne sont pas restitués ou un dédommagement de 40,000 Mrk. payé, il sera procédé à un nouveau bombardement.

La population vit dans un état de terreur panique, les Allemands ayant attaqué depuis ce temps la ville à plusieurs reprises durant la nuit et l'ayant mainte fois criblée du feu de ses mitrailleuses.

En Galicie orientale.

On mande de Lwów que le ministre de l'intérieur et le délégué général du gouvernement pour la Galicie ont visité les territoires nouvellement reconquis se servant du premier train qui a été lancé sur la ligne de chemin de fer récemment réparée. Ils ont conféré ensuite avec les représentants du pays sur les réparations des dommages de guerre et en premier lieu sur les secours devant être acordés aux sinistrés dans la banlieue de Lwow. Il est également question de rétablir au plus tôt la communication sur la voie ferrée Lwów-Stanisławów.

Les quotidiens de Lwow abondent en détails sur les cruautés commises par les Ukrainiens. Outre les tortures infligées à tous ceux qui sont ensuite assassinés sans distinction d'âge ni de sexe, le commandement des troupes ukrainiennes incite les habitants des lieux qu'ils abandonnent à piller la propriété polonaise partout où elle existe encore. Tels ont été les pillages effectués dans les districts de Kamionka et de Radziechów. Dans cette dernière localité un staroste ukrainien ayant pris la direction des forêts d'une énorme étendue qui appartenaient au cte. Badeni il les a laissé cou-

per par les paysans au profit du commissariat ukrainien.

Mgr. Bilczewski, archévêque de Lwow, a envoyé à M. Paderewski une dépêche en lui demandant de protester auprès du Congrés contre les meurtres des ecclésiastiques catholiques et de la population innocente que les Ukrainiens commettent incessamment.

Secours aux sinistrés de Karwin.

La catastrophe terrible qui a eu lieu dans les mines du bassin de Karwin en faisant 300 victimes, a éveillé une compassion ardente dans toute la nation polonaise. Les députés de la Diète ont donné l'exemple en votant unanimement un secours de 200,000 marks pour les familles sinistrées. Des sommes déclarées de toute part affluent en grand nombre. Une commission spéciale a été formée afin de venir en aide aux familles des infortunés.

On comunique de Cracovie que les membres de la „confédération" de Chochołów formée pour la défense du Spisz et de l'Orawa ont été assermentés le 26 mai durant une messe solennelle célébrée dans la même chapelle où jadis le gén. Kosciuszko avait reçu la bénédiction avant de se rendre au champ de bataille.

CHRONIQUE DE LA DIÈTE.

RESOLUTIONS DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES REUNIES DE LA GUERRE ET DES AFFAIRES ETRANGERES.

LA DIÈTE DAIGNERA VOTER:

La Diète constate:

En accordant à la Pologne, dans les termes du traité de Paix, les terres de l'ancien partage prussien avec la Haute Silésie, les puissances de l'Entente ont satisfait dans les lignes générales à la justice et aux droits imprescriptibles de la nation Polonaise à être enfin réunie. Toutefois le fait que Dantzig qui est son unique port est resté en dehors des frontières de la Pologne, ainsi que quelques parties de districts indubitablement polonais, de plus le fait que le pays a été privé de la ligne de chemin de fer la plus courte qui le réunit à Dantzig— ne répondent pas aux idées fodamentales d'une juste paix et menacent le developpement économique de la Pologne.

Gardienne des droits vitaux de la Nation, la Diète attend avec confiance qu'il compte de ces prétentions si bien fondées soit encore tenu.

Dans la Silésie de Cieszyn la République réclame que tout le territoire éthnique polonais soit rendu à la Pologne, c'est-à-dire que la frontière tchèquo-polonaise soit fixée de la même façon que cela a été fait dans l'accord temporaire, librement conclu le 5 novembre 1918, avec les corrections nécessaires, imposées par le droit des peuples à déterminer librement son appartenance politique (tout le district de Frysztat, ainsi que la ville de Gruszów devraient échoir à la Pologne). A cet effet, il faut organiser le plebiscite dans les communes du confin qui peuvent constituer un objet de litige.

Le district de Czacza, dans le comitat de Trenczyn, le Spisz et l'Orawa doivent revenir à la Pologne.

II.

La République de Pologne désire être un facteur de paix internationale basée sur le droit de chaque nation à l'indépendance et à la libre détermination de son existence politique. La Pologne se prononce pour une Ligue des Nations, libre et égale, créée pour éviter les guerres et pour réaliser une paix durable parmi les nations.

La République tend à la réunion de toutes les terres de Pologne et garantit aux minorités nationales égalité devant le droit et l'autonomie nationale, se rapportant aux affaires de culture générale, sur les territoires de nationalité mixte. La Diète constate que les mots d'ordre, proclamés et défendus avec tant de courage moral par le président des Etats-Unis M. Wilson, trouvent dans le pays un écho retentissant et une approbation complète.

En vertu de ces principes, la République tend vers une paix avec tous les états et toutes les nations, une paix qui assurera les intérêts nationaux et économiques les plus importants de la nation polonaise.

III.

La République de Pologne tend à délivrer les territoires de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie du joug étranger et de mettre les nations qui habitent ces territoires à même de se prononcer au sujet de leur propre destinée et de leur ralation avec l'Etat Polonais. La République aspire à l'union avec les nations de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie sur la base d'intérêts politiques, économiques et civilisateurs communs. L'expression de cette union, dans le domaine du droit public, devra répondre aux droits de chaque nation de décider de son sort. Le principe de la libre détermination des peuples devra, par conséquent, se rapporter également à cette partie de ce qui a été dans l'histoire la Lithuanie et la Russie-Blanche qui a une majorité polonaise parmi sa population et qui tend à s'unir à la Pologne.

La Diète déclare que la République de Pologne n'a aucune intention d'incorporer dans l'Etat Polonais de terres de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie en vertu d'une résolution unilatérale d'un corps constituant polonais.

IV.

La Diète reconnaît que le principe de libre détermination des nations de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie a été énoncé tant dans le rapport de la Commission des Affaires Etrangères, adopté par la Diète le 4 avril 1919, que dans la proclamation du Commandant en chef de l'armée, publiée à Vilno le 22 avril 1919, sans vouloir toutefois décider d'avance des moyens de réaliser le principe.

V.

La Diète constate: la guerre qui se poursuit actuellement dans la Galicie orientale a été imposée à la Pologne par les Ukrainiens

En vue de l'union séculaire de la Galicie orientale avec la Pologne, par égard à la population polonaise d'un million et demi qui y habite depuis des siècles, par égard au travail civilisateur polonais de plusieurs siècles de durée qui a imprimé à ce pays le caractère indélébile de la culture occidentale, vu enfin les intérêts vitaux de la Pologne, tant politiques, qu'économiques, de cette Pologne qui ne peut s'assurer de façon durable une frontière commune avec la Roumanie, autrement que par la Galicie orientale,—la Diète exprime la conviction que la Galicie orientale doit rester aussi à l'avenir une partie, composante de l'Etat Polonais.

La Diète déclare que la plus large autonomie sera octroyée à la population lithuanienne en deça des frontières de la République de Pologne, de façon a garantir complètement le développement national et civilisateur de cette population. La Diète s'attend à voir les mêmes droits à l'autonomie, octroyés aux milliers qui constituent la population polonaise de l'Ukraine.

La Diète, n'ayant aucunes intentions de contrecarrer les aspirations de la nation ukrainienne à l'indépendance, déclare que la République de Pologne est prête à chaque moment de conclure avec les Ukrainiens une paix équitable qui garantirait les intérêts de la Pologne ici mentionnés.

VI.

La Diète fait appel au Gouvernement pour qu'il fasse immédiatement des démarches auprès des puissances de l'Entente pour écarter les restrictions qui entravent la liberté du Gouvernement et du Haut Commandement Polonais dans l'emploi des troupes polonaises, arrivées de France, d'après les besoins de l'Etat.

VII.

La Diète prend connaissance de l'exposé de M. Président du Conseil et elle lui présente ses remerciements pour le zèle qu'il a apporté à défendre la cause polonaise au Congrès de la Paix à Paris.

RESOLUTION DE LA MINORITE (motion du député Daszyński).

Partisans de la délivrance des nations, autrefois subjuguées par l'empire des tsars, nous exprimons notre sympathie pour les tendances visant la création d'un etat ukrainien indépendant.—La Diète se déclare prête à établir selon l'équité une frontière entre la Pologne et l'Ukraine indépendante qui serait une garantie de bon voisinage et de paix entre les deux nations et l'expression de leurs besoins de se défendre contre les appétits de leurs voisins. La guerre contre les Ukrainiens nous a été imposée et elle a pour but la défense des populations polonaises, maltraitées par les armées ukrainiennes et la création de garanties pour les intérêts nationaux et politiques de la Pologne.

NOUVELLES ÉCONOMIQUES.

Dans le bassin de Borysław.

Les autorités polonaises ont publié immédiatement après l'occupation de Borysław et de Drohobycz par les troupes polonaises une série de prescriptions:

Toute propriété allemande est occupée pour le bénéfice du trésor polonais afin de se garantir contre les hostilités et d'avoir un gage pour les sommes que les Allemands seront redevables à la Pologne en fait de dédommagements de guerre et de réquisitions non payées. Les prétentions des propriétaires privés allemands pourront être satisfaites par l'Etat polonais de même que celles des Polonais par l'Allemagne.

Les propriétés des Etats autrichien et magyar ont déjà passé aux mains des autorités polonaises. Les puits de pétrole at autres établissements appartenant à des citoyens de l'Autriche ou de l'Hongrie sont également occupés pour le bien du trésor afin de protéger les intérêts militaires et économiques de l'Etat polonais. Lorsque l'etat de guerre aura été supprimé, ces établissements pourront être rendus aux propriétaires à condition de régler toutes les sommes échéantes de la part des gouvernements relatifs.

Les directeurs des établissements séquestrés sont priés d'envisager ceux-ci comme formant la propriété de la République polonaise et ils doivent exercer leurs fonctions sous le contrôle de l'Etat.

Les terrains formant la propriété des Alliés, sont protégés par le gouvernement à l'égal de la propriété de l'Etat.

On communique de Lwow que 35,000 cisternes de pétrole brut à Borysław sont à la disposition du gouvernement polonais. Les Ukrainiens n'ont pas pu réaliser même un dizième du produit du mois passé.

Le Gérant L. Kościelski. Varsovie Imprimerie „Drukarnia Wydawnicza".